



Journée du 24 février 2014

Étaient présents : Col Durand, Col Anselme, Cdt Farrieux, Mme Noel responsable RH au conseil général, M Arcas, et M Turrel ainsi que l'intersyndicale plus avenir secours et CGT.

1-Nous débutons en demandant la **levée des sanctions** comme geste fort suite au déblocage des centres... On nous répond qu'une étude sera faite au cas par cas, nous dénonçons et **demandons la levée totale**.

2-Management : nous énumérons tous les problèmes avec des exemples concrets et appuyé par l'audit et Mme Noel nous demande de faire une liste précise des défauts avec les axes d'améliorations possibles (ça sera fait !). Nous avons pu nous rendre compte que nos interlocuteurs n'avaient aucun pouvoir juste un rôle de figuration pour gagner du temps.

3-Temps de travail : nos interlocuteurs semblent découvrir nos revendications en disant qu'ils vont les étudier, nous nous offusquons devant cette mascarade qui met au grand jour qu'il a fallu attendre 3 mois de conflit pour qu'on daigne nous prendre en compte. Pour ceux qui en doutaient encore une preuve de mépris ! Pour agrémenter le débat nous exposons les avancées des autres départements en faisant dire au Col Durand que l'heure pour heure est possible en 24h mais c'est tout simplement qu'ils s'y refusent (aucun texte ne les empêche !)

4-réforme de la filière : en réponse au directeur qui refuse de nommer 100% des nommables sous prétexte qu'il y aurait trop de chefs, nous précisons qu'il devrait savoir que **les fonctions** actuelles d'un sergent et d'un adjudant titulaire de la FAE chef d'agrès tout engin **sont similaires** ! Il a d'ailleurs rédigé une note en ce sens (note N°2013/28 du 13/03/2013). Par conséquent ça ne désorganiserait rien mais ça éviterait surtout au personnel ayant cette formation et cette fonction d'avoir été utilisé plus de 10 ans pour se voir au final **rétrogradé avec perte de qualification** ! Nous rajoutons que les nominations et le temps de travail sont des points bien distincts qui ne dépendent pas l'un de l'autre !

Au terme de la réunion on nous propose de nous voir d'ici **1 MOIS** le temps d'étudier les revendications, de qui se moque-t-on ? Nous ne sommes pas responsables du manque de considération de notre direction qui ne prend pas nos propositions au sérieux depuis début décembre.

En clair nous demandons d'ici la fin de journée une position ferme concernant les sanctions ainsi qu'un rendez-vous pris d'ici la fin de semaine pour avoir **ENFIN** des réponses concrètes face à nos propositions.

Toujours en essayant de rester optimiste nous pensions que la situation allait s'améliorer mais c'était sans compter l'intervention du président de conseil d'administration ! **En effet, M Gaudy est venu apporter sa touche d'expert en dialogue social en donnant des consignes simples** :

- **Arrêt des négociations !**
- **Pas de levée des sanctions !**
- **Un passage en 12h sinon rien !**
- **Plus de nomination mais qu'à condition de passer en 12h !**

La réponse des collègues en caserne ne s'est pas faite attendre : le blocage des centres... **A cause de qui ?**

Nous avons demandé **en urgence un rendez-vous avec M le Préfet**, pour qu'il prenne conscience de la gravité de la situation. Nous sommes écœurés du comportement de nos dirigeants qui ne seront plus jamais considérés comme tels. Nous dénonçons haut et fort leurs volontés de mettre le département à feu et à sang, leurs multiples provocations dont celle-ci l'avant-veille du passage au TGI de nos représentants syndicaux.

Nous lançons un **appel à nos élus pour recadrer la situation**, ainsi qu'à **nos cadres** qui ne peuvent et doivent plus cautionner de tels agissement : messieurs il est grand temps de sortir de l'ombre !

Et pour finir une citation appropriée avec effet immédiat :

« **Si vous voulez être respecté, commencez par être respectable et, en outre, assez costaud pour imposer le respect.** » de Somerset Maugham ; à bon entendeur !